



## DEBATE

### **Nathalie DELAPALME**

If you can, just present yourself and then the question.

### **Abdelati HABEK**

Bonjour, Abdelati Habek, Président de la Fondation diplomatique. Vous avez discuté, vous avez réveillé la Chine, parce que Napoléon a dit en 1816 « Quand la Chine s'éveillera, le monde tremblera », et le ministre Alain Peyrefitte a répété cela en 1973. La Chine-Afrique concurrence fortement France-Afrique. La Chine a fait tout son travail, a basé tout son travail sur la compréhension, et a utilisé les modèles européens et les modèles américains de la coopération avec l'Afrique. Ma question, c'est qu'aujourd'hui, quand vous voyez la coopération avec l'Afrique, il faut prendre en considération un engagement moral pour apporter à l'Afrique beaucoup de choses qui concernent l'éducation, le social, beaucoup d'engagements, et aussi la sécurité. Je voudrais dire qu'il ne faut pas oublier, lors du dernier sommet Afrique-Chine, les propos du Président Xi Jinping, qui a vraiment montré que la Chine ne va pas interférer dans les affaires des pays africains, qu'elle va respecter l'Afrique et travailler en partenariat d'égal à égal. La Chine a beaucoup à apprendre de l'Afrique et l'Afrique a beaucoup à apprendre dans la Chine.

### **Nathalie DELAPALME**

Merci beaucoup, c'est plus une recommandation qu'une question en réalité. Marie-Roger, puis je passerai à gauche, merci.

### **Marie-Roger BILOA**

J'ai beaucoup de questions mais je commence par une seule, ma question s'adresse à Monsieur Zinsou. Il y a cette zone de libre-échange continentale, qui a été lancée en fanfare, avec la résistance du Nigéria mais pas seulement – le Nigéria est énorme donc cela s'est vu. Ma question, c'est qu'il existe sur le continent africain des zones sous-régionales d'intégration, la CEDEAO, East African Community, la SADC, etc. Nous voyons comment elles cheminent, avec des difficultés, des succès, mais encore beaucoup de difficultés. Cette intégration, déjà au niveau sous-régional, reste un objectif à atteindre. Qu'est-ce qui justifiait l'urgence de faire un traité continental avec toutes les tares que l'Afrique rencontre actuellement ? Nous savons tous la situation de l'Afrique actuellement, et que cela reste finalement une vue de l'esprit que nous puissions faire ce genre de libre circulation des biens, des personnes et tout ce que l'on veut. Qu'est-ce qui justifiait que l'on veuille le faire là tout de suite au niveau continental, alors que l'approche par étape n'a pas encore montré tous ces résultats, pour simplifier ?

### **Nathalie DELAPALME**

Merci beaucoup, nous allons peut-être prendre deux autres questions.

### **Jean-Pierre CABESTAN**

Jean-Pierre Cabestan de l'Université baptiste de Hong-Kong, je vais profiter de nos merveilleux interprètes pour parler français. Je suis basé à Hong-Kong, mais je m'intéresse beaucoup aux relations Chine-Afrique. J'avais une question sur les coopérations triangulaires entre l'Europe, la Chine et l'Afrique. Quand on va sur le terrain – je vais sur le terrain africain depuis sept ans – on s'aperçoit que les Européens et les Chinois, même les Européens entre eux sont plus concurrents que partenaires. Sauf sur certains projets bien spécifiques, c'est difficile de dépasser cette concurrence. La réponse que j'ai eue le plus souvent, c'est que pour les Africains, la concurrence est une bonne chose. L'intérêt d'Africains est de mettre justement les Européens, les Chinois et les autres, les Japonais et autres pays émergents comme la Turquie, en concurrence, plutôt que les inciter à coopérer. J'aimerais savoir, à partir de la question du Premier Ministre, quel est l'intérêt pour les Africains de faire en sorte que les partenaires extérieurs coopèrent plutôt qu'ils restent en position de concurrence.

**Nathalie DELAPALME**

Merci beaucoup. Je vais reprendre à droite, Monsieur Guigou.

**Jean-Louis GUIGOU**

Une question générale, puis une question au Premier ministre d'Ethiopie. Ce matin, je ne sais pas si vous avez ressenti la même émotion que celle que j'ai ressentie personnellement lorsqu'il y a eu l'exposé des Routes de la Soie. Il n'y a pas peut-être pas d'Asiatiques ici, mais j'ai été très fortement impressionné de voir Chinois, Indiens, Hong-Kong, Indonésiens – pas Malaisiens, cinq ou six asiatiques et de quoi ils parlaient. Pour moi, les Routes de la Soie, c'était l'expansion, la volonté de la Chine de venir vers l'Europe, de faire cette interconnexion par le nord et par le sud, de s'asseoir et de concurrencer l'Amérique. Non, ce matin, nous avons assisté à une leçon d'aménagement du territoire entre pays voisins, au sein d'une communauté, l'ASEAN. J'ai trouvé cela formidable. Je me disais « Mon Dieu, nous sommes à des centaines de kilomètres, des milliers. Quel est le jour où des Méditerranéens, des Africains et des Européens se mettront autour d'une table pour aménager la Méditerranée, aménager les grandes dorsales qui vont descendre de l'Afrique du Nord vers l'Afrique du Sud? ».

Je veux dire par là que nous devons collectivement faire en sorte que l'on ne se limite pas à une zone de libre-échange mais une redistribution de l'appareil de production. La question au Premier ministre, c'est sur les zones économiques spéciales. Tout le monde est étourdi par le bond de la Chine en trente ans : pays rural en 1980, 2010, trente ans après, la plus grande puissance manufacturière du monde. Qu'ont-ils mis en place ? Des grands clusters, des grandes zones économiques spéciales, dont la plus grande fait deux cent cinquante-six kilomètres carrés. Question, Monsieur le Premier ministre : les Chinois arrivent avec des zones économiques spéciales en Ethiopie et ils les développent. Est-ce que vous pouvez nous dire quelques mots ? Comment cela fonctionne-t-il et est-ce que les Européens ont des solutions ou des offres à faire aux chefs d'Etats africains sur ce sujet ?

**Nathalie DELAPALME**

Merci beaucoup. Monsieur ?

**Pascal AIRAULT**

Bonjour, Pascal Airault du quotidien L'Opinion, j'ai une question sur les négociations post-Cotonou. Nous avons autour de la table des gens, un ministre marocain, deux anciens premiers ministres. Une négociation s'est ouverte symboliquement à New York et va durer deux ans avec des zones qui ne négocient pas en même temps le même partenariat avec l'Europe, alors qu'ils sont en train de monter une même zone de libre-échange avec un partenariat européen qui est de plus en plus contesté en Afrique. Des conditionnalités politiques sont remises en cause en permanence par les dirigeants. Je souhaiterais savoir ce qu'ils attendent de cette négociation. Peut-être que Lionel Zinsou peut nous dire aussi du côté français, parce qu'il a la double casquette, comment nous pouvons arriver à quelque chose de constructif.

**Nathalie DELAPALME**

Merci beaucoup, nous allons peut-être laisser nos intervenants prendre cette première série de questions. Lionel, est-ce que tu veux commencer sur tes deux questions ? Finalement, les traités sous-régionaux servent-ils encore à quelque chose, pourquoi sautons-nous l'étape, puis la dernière sur Cotonou ?

**Lionel ZINSOU**

Je crois que c'est sévère de dire que cela ne fonctionne pas au niveau sous-régional, je pense que le niveau sous-régional connaît des progrès significatifs. Autour de l'Afrique du Sud pour la SADC, encore une fois je disais tout à l'heure que l'ECA été la zone d'intégration la plus forte, avec des progrès d'infrastructures très importants – les grands corridors de l'Afrique de l'Est et des Grands Lacs. Je crois que l'UMOA dans l'Afrique de l'Ouest a des politiques de convergence, parce que comme il a été dit tout à l'heure par notre premier orateur, ce n'est pas parce qu'il y a des accords de libre-échange qu'il y a des politiques de convergence. Mais dans l'UMOA, il y a des politiques de convergence qui donnent



des résultats peut-être même supérieurs à la convergence de l'Union Européenne. Vous regardez les taux d'inflation, les contrôles des déficits budgétaires, les taux de croissance, vous avez une convergence, vous avez des mesures d'accompagnement, des politiques, des disciplines.

Quant à la CEDEAO, c'est un espoir encore plus grand, évidemment, mais c'est très récent. Vous ne pouvez pas faire un bilan alors que cela fait deux ans que nous avons mis en œuvre un tarif extérieur commun, sachant que nous partons de situations dans lesquelles nos économies étaient spécialisées. Il va falloir effectivement déployer un appareil productif différent, il va falloir réinvestir beaucoup. Mais comment voulez-vous, avec le meilleur effort du monde, si notre principale production nationale est le coton et celle du Niger est l'uranium, que nous nous échangions du coton contre de l'uranium ? Nous avons été spécialisés pour les besoins d'une autre division du travail.

Sur le Nigéria, l'expérience béninoise, camerounaise, nigérienne, c'est que les statistiques douanières du Nigéria sont un peu uniques en leur genre. Nous sommes obligés, dans nos comptes nationaux, d'admettre qu'il y a beaucoup plus d'échanges le long des frontières du Nigéria. Nous sommes beaucoup plus en libre-échange que ce que les statistiques douanières pourraient donner à penser. Il y a quand même un commerce international informel. Le Nigéria n'est pas complètement hors du système lui-même, il est structurant pour nos économies, y compris dans les secteurs sur lesquels il est très protectionniste. Le Nigéria est très protectionniste, c'est un engagement politique assez fondamental, je ne suis pas sûr que ce soit un raisonnement économique adapté à notre temps. Les grands groupes nigériens ont quand même été créés grâce à des protections très fortes. Le Nigéria est un peu une exception, mais dans la CEDEAO, le Nigéria commence à jouer le jeu.

Mais je trouve que nous allons plus vite par exemple que la construction européenne. Vous dites « Il ne faut pas passer à l'échelle internationale, vu qu'on piétine à l'échelle sous-régionale ». Nous ne piétons pas du tout, prenez la mesure du temps ; entre la communauté charbon et acier et aujourd'hui il y a eu de très nombreuses étapes. Par ailleurs, si l'on demande autre chose à un échange international de la dimension du continent, on lui demande d'apporter d'autres éléments d'échelle et de volumes. C'est une chose de faire converger les politiques entre le Togo et le Bénin, c'est autre chose, que l'on investisse au Togo ou au Bénin, mais pour un marché intégré.

Encore une fois, il n'y a pas que les marchandises, il y a les services, nous sommes des économies tertiaires. Regardez tout ce que cela peut apporter d'avoir des services tertiaires, des hubs financiers, des développements qui sont absolument nécessaires en matière d'assurance, en matière de Fintech. Tout cela est une très grande dynamique. Nous sommes des économies tertiaires, nous ne sommes pas des producteurs d'or, de pétrole et de cacao. Cela, c'est la minorité. Nous sommes des producteurs de transport, de commerce, nous sommes des producteurs de services. Cela aussi, il faut que vous le preniez en compte, mais cela n'a pas des frontières du genre l'UMOA, cela a besoin de beaucoup plus de dimension.

Sur la triangulation, je crois qu'il y a des entreprises, il n'y a pas que des Etats. Que les Etats veuillent faire de la triangulation oui, mais pourquoi voulez-vous qu'une entreprise aille chercher son concurrent chinois le plus dynamique de façon à faire une offre commune sur un marché en Afrique ? C'est décentraliser ses décisions, donc c'est un peu difficile. Dans le secteur financier, je crois que nous faisons un tout petit peu mieux, parce que vous commencez à avoir des fonds triangulaires qui commencent à marcher, soit avec la Chine et l'Europe, soit avec les pays du Golfe et l'Europe. Il faut laisser à d'autres la réponse sur les renégociations des accords de Cotonou, je crois que c'est un problème Européen. Moi, je crois que les Africains vont de plus en plus considérer que leur sujet, ce n'est plus tellement les priorités d'accès au marché européen, c'est leur marché entre eux.

Une chose qui était sous-jacente à beaucoup de vos questions ou à nos interventions, à laquelle il faut faire attention : l'Afrique a besoin jusqu'à un certain point du reste du monde, mais assez faible, alors que le discours dominant, c'est « Il va falloir que l'on vous aide, il va falloir que l'on vous finance, il va falloir que l'on investisse. Il va falloir que l'on change votre appareil de production ». Attendez, l'investissement étranger en Afrique, c'est 4% du PIB. L'investissement total, comme dans tous les continents en émergence est assez élevé, c'est 25% du PIB du continent, dont 5% du PIB est étranger. Et ce qu'il y a de plus intéressant, c'est que quand vous regardez la composition de l'investissement étranger en Afrique, les flux financiers directs, ce sont les entreprises africaines investissant en Afrique qui sont la composante la plus dynamique. C'est-à-dire les Marocains, les Sud-Africains, les Nigériens investissant ailleurs en Afrique. Les flux directs d'investissements étrangers en Afrique comportent les investissements de l'Afrique sur l'Afrique.



C'est cela, la partie croissante. Il faut sortir complètement de l'idée que l'on va nous développer. Le discours le plus singulier étant « Comme vous êtes là à attendre votre ruée de la misère sur l'Europe, on va vous développer pour que vous restiez chez vous ». Cela se saurait si l'on savait nous développer – je vais faire de la politique populiste. On est sûr que l'on sait nous sous-développer, c'est historique. La croissance de l'Ethiopie était à deux chiffres pendant tout le temps du mandat du Premier ministre Desalegn, il y a donc des moyens et des spécificités de nos économies qui font qu'elles sont de plus en plus endogènes. Si le regard de l'Europe au moment de s'asseoir à la table des renouvellements des accords, c'est « Je vais vous apporter la solution », non. Je ne veux pas dire que nous n'en avons pas besoin, mais il faut bien comprendre que l'esprit public africain a complètement changé. Nous ne recevrons pas des solutions compatissantes et l'on ne va pas nous donner des droits et privilèges parce qu'on est pauvre et malade. Nous ne sommes pas des pays avancés qui auraient mal tourné, nous sommes des pays qui allons forcément avoir des modèles, mais complètement différents. Vous voyez, pour l'instant, je ne crois pas que ce soit l'esprit des négociateurs. Je ne peux pas vous dire comment cela va se passer, mais à mon avis, cela va être intéressant et tendu.

### **Nathalie DELAPALME**

Do you like to have many competitors?

### **Hailemariam DESALEGN**

My opinion was not to stifle competition. Look at the China-Africa cooperation. China said they would assign USD 60 billion to the African continent, and when it comes to Europe, they assigned EUR 40 billion. What does that mean? Both of them are doing the same thing with the same Africa, but Europe talked about connectivity and China about Belt and Road. The names are different, but the whole idea is the same – building infrastructure, connecting countries and helping competitiveness. That was the whole idea. Why do we not come together and harness this potential in a condensed, cooperative manner so that we maximise the benefit that accrues from this support we are getting?

Now Africa is no longer a humanitarian case; it has become a trading and investment case. It has shifted already, and if that is the case, the thinking has to change and an environment conducive to competition has to be created. We lack that conducive environment for competition to take place in Africa, and that support should be coordinated so that both China and Europe can harness it, and of course Africa should also get the benefit of this cooperation. That is what I mentioned in terms of cooperation.

For example, if we talk about creating jobs, now the European companies are not forthcoming. Regarding the question that was asked about economic zones and industrial parks in Ethiopia, these were not built by the Chinese. It was the money we got from the financial market and that we are investing in industrial parks. Investors are coming into those industrial parks. Birds will not come in if you do not create nests. How do we create nests so that birds come and settle there? We are creating those nests. China, the first bird, is coming, flying very quickly, but the Europeans are lagging behind.

What is the problem? The problem is the risk factor. Most of the European companies are small and medium companies, and they fear risk, so the EU has to offer a de-risking mechanism for European companies to invest in Africa in order to create much-needed jobs there. Therefore, that de-risking factor is essential to investing in Africa, and we do not want to put all our eggs in one basket. We want diversity, and we also want the Europeans to come to Africa and invest, but we cannot tell them to come. We cannot oppose the first-comers, but we have to be very careful in domestic policy matters so that competition is not stifled.

That is what I was talking about, and now not only China but also India and Turkey are coming to Africa, especially to Ethiopia. We have Moroccans and Egyptians coming, and we have some Kenyans coming to invest in Ethiopia. It is open for all, but we have to de-risk those fears that European companies have, so this is the whole issue I wanted to mention.

### **Nathalie DELAPALME**

Thank you. I think we are now going to take three questions, maximum fours. Please keep your questions short if you want to leave our panellists some time to answer.

**Larabi JAIDI**

Merci aux orateurs pour leur optimisme raisonné sur les perspectives africaines. Moi, je voudrais poser une question simple, relative à la zone de libre-échange continentale. Nous avons discuté d'un certain nombre de conditions, de prérequis pour sa réussite. Aujourd'hui, nous sommes face à un projet évidemment ambitieux et en même temps d'une nouvelle génération. En conséquence, il y a évidemment des politiques d'accompagnement nécessaires à prendre. Aujourd'hui, il est difficile de réussir une zone de libre-échange ou un progrès dans une zone de libre-échange, parce que la finalité n'est pas tout simplement de développer le commerce, de lever les barrières douanières tarifaires, mais aussi d'aller vers une convergence du niveau de vie, une convergence de l'ordre. Le traitement de la libéralisation du secteur des services est une question fondamentale. Or sur cette question, nous n'avancions pas beaucoup au niveau de l'Afrique, à la fois sur les questions du droit d'établissement notamment. La question à traiter, c'est celle des propriétés intellectuelles, de la question de la concurrence pour le rapprochement des entreprises. C'est évidemment le traitement de l'investissement, à la fois le traitement national pour les pays africains et le droit de sortir évidemment les revenus, etc. C'est un ensemble de dossiers fondamentaux qui font partie de l'agenda multilatéral, mais qui jusqu'à présent dans l'agenda africain ne sont pas encore suffisamment appropriés. Il faudrait peut-être faire un appel aux instances de réflexion et aux décideurs pour s'approprier ces questions, parce qu'elles sont extrêmement nécessaires, fondamentales, pour réunir une des conditions de la zone de libre-échange.

**Nathalie DELAPALME**

Merci beaucoup. Je vais peut-être donner la parole à deux de nos intervenants qui sont malheureusement vraiment obligés de partir, afin qu'ils puissent nous donner leur *famous last word*. Monsieur le Premier Ministre.

**Hailemariam DESALEGN**

Actually, I have said whatever I had to say that was conducive to this forum. First of all, I would like to thank the World Policy Conference very much for bringing about this gathering. The whole issue is that Africa is now changing, is moving forward, and the African narrative has to be properly set – we are taking our own initiatives and responsibilities, but we need support. We need support because there are backlogs that need to be addressed. This is the main issue, and it is important for this Conference to understand the true face of Africa. There are challenges, but there are huge opportunities in Africa, and this is the main stake we have to take from this discussion.

**Nathalie DELAPALME**

Monsieur le Ministre, merci.

**Othman EL FERDAOUS**

Je voulais simplement dire que l'Afrique a une particularité, c'est qu'elle vit en même temps trois révolutions majeures : la révolution agricole, la révolution industrielle et évidemment, la révolution numérique. Les trois arrivant en même temps, il est plus difficile de sérier les problèmes. Je crois que nous allons y arriver, et pour répondre à la question de Monsieur Airault sur la difficulté de la négociation, je crois que cela ne peut pas être plus compliqué que la négociation du Brexit. Sur une note d'optimisme, je vous remercie.

**EI Mostafa REZRAZI**

I have just two remarks. While discussing this issue of the China-Africa relationship, I used to work on this issue over the last 20 years, and maybe we should disassociate the ODA relationship from the business relationship. I have attended all those forums, and I could say that our heads of state, when they are here, are defending this cooperation, whereas, we experts, when we are debating, we are defending the autonomy of decision, so there is this dichotomy that should first be resolved between national experts and policymakers in African states before talking to China or Europe.

Secondly, you were talking about the Cotonou Agreement, I will talk about the Declaration of Banjul. Thanks to God that China and Prime Minister Modi in India deconstructed this formula, and we are no longer manipulated by the claim of eight countries to represent the whole of Africa. Today, even Japan during the last round of ministerial meetings is getting back to talking on a bilateral basis with African countries. I expect a reaction on that from the Prime Minister, because I know he was involved in that.

### **Christine DESOUCHES**

J'allais partir moi aussi. Merci beaucoup pour l'ensemble des interventions et questions.

La question de l'intégration de l'Afrique n'est pas une chose nouvelle. Nous sommes passés par des options politiques, économiques d'abord avec le plan de Lagos – cela fait longtemps – puis une tentative politique avec les communautés régionales dont parlait Marie-Roger. Aujourd'hui, sur ce traité de libre-échange, que nous allions avec toutes les qualités et toutes les opportunités qui ont été bien décrites et c'est cela l'essentiel, mais pouvons-nous imaginer que ce traité de libre-échange fonctionnera s'il n'y a pas justement une persévérance, un approfondissement de l'unité au niveau politique ? Sinon au niveau politique, mais au niveau de la convergence dont nous parlions tout à l'heure, notamment en matière d'un certain nombre de pratiques démocratiques et d'Etat de droit.

Je crois que le Premier Ministre qui est parti disait qu'il faut que l'Union Européenne trouve de nouvelles règles pour limiter les risques. Mais si les nouvelles règles ne sont pas appliquées par des justices, qui puissent justement appliquer des règles de protection, cela pose des questions. La question que je posais, ou en tout cas la préoccupation que j'ai, c'est comment les Africains entendent gérer de façon parallèle à la fois bien sûr la mise en œuvre de ce traité et également la poursuite de cette intégration juridico-institutionnelle voire politique sur la base de valeurs et de règles bien précises ?

Deuxièmement, sur le partenariat je suis absolument d'accord. Les partenariats stratégiques qui ont fleuri pendant ces dix années montrent bien qu'aujourd'hui, l'Afrique est au centre des intérêts de la communauté internationale. Justement, il faudra bien certainement s'en servir pour les accords de Cotonou et accompagner, si besoin est, la mise en œuvre ce traité de libre-échange – mais ce n'est pas la priorité, je pense. Merci.

### **Nathalie DELAPALME**

Do you both want to answer that last question, which is a huge one? Then give your two or three priorities for successfully implementing this agreement.

### **Uri DADUSH**

We have to be careful with this integration of everything at all costs. What we learned from the European experiment is that you can go too far too fast. Africa, at the end of the day, is an extraordinarily diverse group of countries with very different cultures, etc. My recommendation is that you need to have more trade, and a good vehicle for that is a free trade agreement. You do not necessarily have to go to every other layer.

We just had a session on Europe where we talked about the sovereign obstacle, the fact that you try to go much further than the politics, the national cultures and national independence allow. Therefore, I do not think you need political integration in order to have a working free trade agreement – on the contrary, I think the free trade agreement will work better if you allow countries to do what they have to do in their own context that is not directly associated with trade.

Regarding the priorities, I will not invent new priorities just for the sake of a conclusion. The priority I have said already is that for trade to work, you need strong domestic conditions, and everybody on the panel, in their own way, has said the same thing. That is the top priority. Then I would say that the second priority is that Nigeria has to be part of it.

## Lionel ZINSOU

Je crois que c'est une question assez légitime de demander s'il faut du fédéralisme pour faire réussir le traité. Je crois que la réponse de l'économiste est celle-là : nous n'avons pas besoin de fédéralisme politique pour faire une union douanière, un marché unique qui fonctionne. Mais il y a une histoire, une culture ; le panafricanisme est une des idéologies très fortes. Cela a accompagné toute la réflexion sur : doit-on décoloniser en bloc ou balkaniser ? Il y a eu toute une réflexion autour de cela, évidemment, elle est quand même parallèle à l'évolution économique. Je crois qu'il y a des tendances de long terme à garder la pertinence d'une réflexion panafricaine, plus simple probablement sur le plan culturel que sur le plan institutionnel, mais il y a cette aspiration de l'Afrique à être regroupée en ensemble plus grand et être une. La diversité ne change rien, parce que la diversité est d'un pays à l'autre, mais elle est déjà extraordinaire dans chacun de nos pays. Cela ne change rien à cette espèce d'aspiration à être une Afrique. C'est compréhensible que la question se pose et que cela redevienne un mythe pour la jeunesse.

Dépouillons-nous de tout ce qui est résidu de la colonisation, y compris sur le plan symbolique. Nous avons une aspiration à être une entité. Je crois que c'est distinct du succès du libre-échange, mais le libre-échange ne fera qu'accélérer cette prise de position. C'est très bien comme cela, parce que c'est d'abord cette idée de zone continentale. C'est d'abord un saut dans l'imaginaire, un imaginaire positif. Nous nous réapproprions le continent et sa dynamique, c'est le *shifting*, disait le Premier Ministre. Nous ne sommes pas une cause humanitaire, nous sommes juste un sujet de l'histoire. C'est tout cela qui se joue dans une question comme cela.

## Mostafa Terrab

I only have one priority, and as much as I agree with what Prime Minister Zinsou said – not to look too much outside Africa because the solution is with us, and nothing stops us from doing free trade, investing, etc. Mr. Desalegn alluded to the fact that there is a savings glut in the north, so we should have no problems accessing financing.

Our experience as a company that has invested about USD 8 billion over the past eight years in production capabilities in Africa for the African market, and we tried to finance this on the international market – we raised a USD 3 billion denominated bond issue – is that there is a priority. We have to recognise that there are inherent distortions and biases in financing, this complementarity, that we have to address. One of them is a distortion in favour of extractive models of investment.

We tried to raise this, and we were fairly successful, but we had to explain that the risks of financing production capabilities in Africa, for Africa, were not as they were considered to be elsewhere, and the same financing conditions for extractive industries were much better. Therefore, unless we recognise this and deconstruct these distortions that exist not just in financing but also in international cooperation mechanisms, then we are only paying lip service – I am convinced of that – to this wish for integration.

Let us recognise that Africans are as much attached to their natural resources as any other populations, and they will follow them, if they go to Europe, even at the expense of their own lives. I will stop here.